



dp
DÉBAT
PUBLIC L'EAU POTABLE
EN ÎLE-DE-FRANCE

Le débat public en bref

20 avril - 20 juillet 2023

LA commission nationale du débat public **CNDP**

MA PAROLE A DU POUVOIR



Édito

L'étude de contexte menée par l'équipe du débat a pu rapidement faire émerger un point saillant: l'aspect systémique, interconnecté et intégré du système de production et de distribution d'eau potable en Île-de-France.

Aussi, si c'est au sujet du projet d'installation de « filtration membranaire haute performance » que la CNDP a été saisie par le SEDIF (Syndicat des Eaux d'Île-de-France) et RTE (Réseau de Transport d'Électricité), la nécessité de placer le débat public à l'échelle régionale et non à celle du « seul » territoire du SEDIF, de ses 133 communes et de leurs 4 millions d'habitant.e.s, est apparue très tôt.

C'est ainsi que l'équipe du débat et la CNDP ont estimé que le débat public lancé à l'occasion du projet du SEDIF et de RTE devait être celui de « L'eau potable en Île-de-France ». À la lumière de 25 ans de concertation et trois débats publics liés à l'eau organisés par la CNDP (mais aucun lié à l'eau potable), l'équipe du débat a pu orienter son action afin de saisir les opportunités du débat, de s'efforcer d'en

éviter les écueils, et de comprendre les questions qu'il allait soulever.

En effet, une note d'éclairage de la CNDP, de novembre 2022 a souligné les difficultés récurrentes et les éléments saillants des procédures participatives autour de l'eau : le grand public est peu informé des enjeux relatifs à l'eau, l'information est peu accessible et souvent relativement technique, une mobilisation « *numériquement faible mais (...) des arguments de qualité* ».

Le débat public « L'eau potable en Île-de-France » n'a, dans les grandes lignes, pas dérogé à la règle de ces procédures participatives autour de l'eau. Mais la qualité des arguments échangés a permis de poser les bases pour les échanges à venir autour des impératifs d'information et de participation du public sur des enjeux aussi vitaux et critiques que sont l'eau et l'eau potable.

L'équipe du débat



Rencontre de proximité à Choisy-le-Roi, le 9 mai 2023
Crédit photo: CNDP

3 mois pour débattre

PRÉPARER LE DÉBAT

3 142 réponses
au questionnaire pré-débat

62
auditions

48

événements organisés
au cours du débat

3 GRANDS AXES

GÉNÉRER DE L'EXPERTISE, CLARIFIER LES ENJEUX

- 2 ateliers d'expert.e.s
- 3 ateliers citoyens

INFORMER, DÉBATTRE

- 3 rencontres de proximité
- 1 réunion publique
- 23 débats mobiles
- 12 débats autoportés

CLARIFIER LE CHAMP DU DÉBAT, IMAGINER ET ENVISAGER L'AVENIR

- Atelier de la relève (2 jours)
- Agora de l'eau

DES POSSIBILITÉS D'EXPRESSION EN CONTINU

Forum en ligne et système
de questions-réponses

Cahiers d'acteurs

DATES CLÉS

20.04.2023 Paris

Soirée de lancement du débat public

04.05.2023 Atelier d'expert.e.s | Visioconférence

Les enjeux environnementaux et sanitaires soulevés par le projet

09.05.2023 Rencontre de proximité | Choisy-le-Roi

Nouvelle production d'eau potable
dans l'usine de Choisy-le-Roi : impacts, coûts, bénéfices

10.05.2023 Atelier d'expert.e.s | Paris

Les enjeux socio-économiques soulevés par le projet

16.05.2023 Rencontre de proximité | Méry-sur-Oise

24.05.2023 Rencontre de proximité | Neuilly-sur-Marne

Nouvelle production d'eau potable dans les usines
de Méry-sur-Oise et Neuilly-sur-Marne : impacts, coûts, bénéfices

07.06.2023 Atelier citoyen | Boulogne-Billancourt

Les enjeux environnementaux soulevés par le projet

22.06.2023 Atelier citoyen | Villejuif

Les enjeux de prévention des pollutions et de protection
de la ressource en eau soulevés par le projet

24.06.2023 Atelier de la relève | Paris

28.06.2023 Atelier de la relève | Visioconférence

L'avenir de l'eau à l'heure du changement climatique.
Quel avenir pour la ressource à l'horizon 2060 ?

05.07.2023 Réunion publique | Grigny

Le projet du SEDIF et les enjeux socio-économiques liés
à la production et distribution d'eau potable en Île-de-France

10.07.2023 Atelier citoyen | Visioconférence

Les enjeux liés à la qualité de l'eau potable soulevés par le projet

12.07.2023 Agora de l'eau | Paris

Des choix d'aujourd'hui à l'eau de demain : croisons nos regards

Le contexte du débat et son déroulement

Saisie par le SEDIF et RTE le 25 août 2022, la CNDP a décidé l'ouverture d'un débat public le 7 septembre suivant.

C'est autour de 62 auditions (élu.e.s, associations environnementales, associations de consommateurs, associations d'action sociale, chercheurs et chercheuses, professionnel.le.s de l'eau, partenaires sociaux, représentant.e.s de l'État, actrices et acteurs économiques...) que l'étude de contexte s'est élaborée.

L'équipe du débat a pu s'appuyer sur cette étude de contexte, sur les retours d'expérience de la CNDP mais également sur les enseignements de plus de 3 000 questionnaires remplis pendant la phase de pré-débat qui lui ont permis de mieux évaluer la connaissance du public des sujets liés à l'eau potable.

Afin de dépasser l'aspect a priori technique du projet et pouvoir intéresser le grand public et non uniquement les parties prenantes déjà concernées par les enjeux liés à l'eau et à l'eau potable, il convenait de donner une importance particulière à l'objectif de clarification des enjeux. Cet objectif de transmission d'une connaissance des spécialistes vers le grand public s'est appuyé sur une organisation du débat public selon trois axes :

- **Axe 1 : Générer de l'expertise et clarifier les enjeux**
- **Axe 2 : Informer et débattre**
- **Axe 3 : Élargir le champ du débat, imaginer et envisager l'avenir**

C'est suivant ces trois axes que le débat public a été lancé le 20 avril 2023, pour trois mois.

Au cours de ces trois mois de débat, les participant.e.s ont eu la possibilité de mieux se familiariser avec les enjeux liés à l'eau potable en général et au projet du SEDIF en particulier mais ont pu être confronté.e.s au problème du manque de précisions techniques autour du projet. En effet, le SEDIF étant en appel d'offres (le projet de « filtration membranaire haute performance » faisant partie de l'appel d'offres pour le renouvellement de la "concession portant délégation du service public de l'eau potable du SEDIF") et les offres des soumissionnaires n'étant pas connues, le public n'a pu juger des aspects techniques que sur la base des objectifs affichés par le SEDIF et non par les propositions techniques et industrielles faites par les soumissionnaires.

L'équipe du débat a pu être confrontée à un autre écueil : celui d'actrices et d'acteurs francilien.ne.s de l'eau potable qui ont pu estimer que, eu égard à son intitulé, le débat public avait vocation à embrasser l'enjeu de "L'eau potable en Île-de-France" de manière encore plus systémique et intégrée. L'organisation de l'Agora de l'eau, dernière modalité du débat, qui a mis en présence les principales autorités organisatrices du service public de l'eau potable en Île-de-France, ainsi que



Rencontre de proximité à Neuilly-sur-Marne, le 24 mai 2023
Crédit photo : CNDP

des citoyen.ne.s, chercheuses et chercheurs, représentant.e.s d'associations, représentant.e.s de l'État, a permis de montrer que l'optique du débat public était bien de ne pas questionner le seul projet du SEDIF mais bien d'adopter une approche globale des enjeux.

L'Agora de l'eau a donc permis de clôturer le débat public « L'eau potable en Île-de-France » sur des enjeux de gouvernance et de solidarité territoriale en posant des jalons sur les prochaines étapes d'une possible redéfinition de la gouvernance de l'eau en Île-de-France à l'heure du changement climatique et des impératifs de sobriété.

Les enjeux prioritaires

Le développement des principaux thèmes du débat autour du projet de "filère membranaire haute performance" du SEDIF a permis de dresser un ensemble d'enjeux prioritaires liés au projet et à la gestion de l'eau potable en Île-de-France si le projet devait être mené à terme.

Les principaux enjeux sanitaires

Les enjeux sanitaires ayant été présentés comme centraux par le SEDIF, ils ont revêtu une importance particulière tout au long du débat. Le public s'est attaché notamment à questionner la nécessité réglementaire et l'efficacité sanitaire réelle du projet mais aussi d'autres effets possibles du projet comme les conséquences sanitaires précises d'une eau potable sans chlore et sans calcaire ou les risques sur la confiance en la qualité de l'eau potable.

Les principaux enjeux environnementaux

Dans un contexte marqué par les questions de sobriété, hydrique et énergétique, les enjeux environnementaux liés au projet ont été aussi au cœur des échanges. Des participant.e.s se sont interrogé.e.s sur l'impact environnemental global du projet, à travers les 15 % de prélèvements supplémentaires, le rejet du concentrat (partie de l'eau qui ne passe pas par les membranes et qui se trouve concentrée en micropolluants et matières organiques), la hausse de consommation électrique induite par le projet ou encore le bilan énergétique net favorable présenté par le SEDIF. Certain.e.s ont pu souhaiter un net rééquilibrage entre curatif (traitement de l'eau) et préventif (protection de la ressource).

Les principaux enjeux socioéconomiques

Sur fond d'inflation, le projet ayant comme conséquence une hausse moyenne de la facture d'eau de 36 à 48 € par an par foyer, les enjeux socio-économiques ont également été très débattus. Le public a pu interroger la présentation faite par le SEDIF d'un bilan économique globalement positif pour les ménages du fait d'économies potentielles

(économies d'énergie pour chauffer l'eau, allongement de la durée de vie d'appareils électroménagers, diminution des achats d'eau en bouteille...). Des participant.e.s ont également pu se questionner sur de futures hausses de tarif de l'eau compte tenu de l'augmentation des coûts de l'énergie. Toutes ces questions posant la question de la pertinence d'une réflexion autour d'évolutions possibles des modes de tarification de l'eau.

Les principaux enjeux technologiques

La solution technique proposée par le SEDIF a porté la question technologique au centre de nombreux échanges : technologie efficace, pertinente et vitrine du savoir-faire français à l'international selon certain.e.s, marque d'une surenchère technologique à contre-courant d'une nécessaire sobriété industrielle pour d'autres. Une catégorie du public estimant possible et souhaitable une approche combinée entre solutions de long terme, fondées sur la nature, et solutions de court terme, fondées sur la technologie.

Les principaux enjeux de proximité

Des abords directs des usines aux zones impactées par les travaux, les enjeux de proximité ont aussi été remontés par les riverain.e.s : enjeux paysagers et architecturaux, perturbations liées aux chantiers et à leur impact sur le trafic, notamment les travaux de raccordement électrique de RTE.

Les principaux enjeux de gouvernance et de solidarité

Les thèmes de la gouvernance et de la solidarité territoriale ont également émergé lors des échanges : des participant.e.s ont évoqué la nécessité de mettre la solidarité entre territoires et entre opérateurs au centre des enjeux liés à l'eau potable, pour une gouvernance qui soit réellement au service de l'ensemble des citoyen.ne.s.

Les principaux enjeux de participation

La question de la participation dans le projet et dans la gestion de l'eau est aussi apparue à la suite de celle de la gouvernance. Les participant.e.s ont souligné la nécessité d'une implication forte des citoyen.ne.s dans le suivi du projet mais aussi dans l'élaboration, opérationnelle et stratégique, d'un nouveau système de gouvernance du système, par voie consultative et délibérative.

Les principaux enjeux de l'après-débat

Les échanges autour du projet du SEDIF et de l'eau potable en Île-de-France ont amené des participant.e.s à appeler de leurs vœux une réflexion autour d'une gouvernance plus adaptée aux défis actuels et à venir. Pour cela, certain.e.s ont évoqué un moment d'échange, impliquant toutes les actrices et tous les acteurs, sous l'égide des institutions, qui serait l'occasion d'une réflexion approfondie sur toutes les questions soulevées par le projet du SEDIF et pourrait poser les bases d'une régulation nouvelle et partagée dans le domaine des services de l'eau.



Événement de pré-débat à l'Académie du Climat, Paris, le 25 mars 2023
Crédit photo : CNDP

Les recommandations et demandes de clarification

Tous ces éléments de réflexion et arguments échangés ont mené l'équipe du débat à mettre en exergue certaines demandes de clarification et recommandations, présentées dans un tableau en fin de compte rendu.

Dans ce tableau, l'équipe du débat n'aborde pas la question de la nature des décisions à prendre ou la question des actions opérationnelles car celles-ci ne sont pas de la compétence de l'équipe du débat.

Ces demandes de clarification et recommandations mettent l'accent sur des questions qui méritent encore des réponses ou des précisions à l'issue du débat. Selon l'équipe du débat, ces réponses sont indispensables à une bonne information du public et donc nécessaires pour éclairer la décision argumentée des maîtres d'ouvrage, attendue dans les trois mois suivant la publication de ce compte rendu, conformément au Code de l'Environnement.

Les demandes de clarification concernent ainsi les principaux enjeux abordés au cours du débat :

- Les enjeux sanitaires ;
- Les enjeux environnementaux ;
- Les enjeux socioéconomiques ;
- Les enjeux de proximité (liés aux travaux) ;
- Les enjeux de gouvernance et de solidarité ;
- Après le débat.

L'équipe du débat a également compilé les recommandations qu'elle souhaite faire en termes d'information et de participation.

Ce débat a constitué une étape dans l'information et la participation du public sur un sujet qui mérite une attention forte des pouvoirs publics et esquissé une méthode permettant de considérer l'ensemble de l'écosystème de l'eau potable au niveau régional de manière intégrée.



Rencontre de proximité à Choisy-le-Roi, le 9 mai 2023
Crédit photo : CNDP



Flashez pour découvrir
tous les enseignements
du débat !

<https://www.debatpublic.fr/eau-potable-idf/les-enseignements-du-debat-4501>



facebook.com/debatpublic



@CNDPDebatPublic



commission-nationale-du-debat-public

244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - France
T. +33 1 40 81 12 63 - contact@debatpublic.fr
debatpublic.fr